

**CIBLE**

## Vautours

**L**es vautours de la Troïka sont prêts à s'abattre sur l'Espagne et l'Italie et ces rapaces se garderont bien de présenter leur bilan. Qu'importe puisque l'Institut grec du Travail s'en est chargé. De *Mémorandum* en *Mémorandum*, les hommes en noir de la BCE, du FMI et de la Commission européenne ont accumulé les échecs et les désastres : le niveau de vie de la population grecque a diminué de moitié en quatre ans, le PIB a chuté de 22 % au cours de la même période, le taux de chômage était de 24,4 % en juin, la compétitivité baisse et le problème du déficit budgétaire n'est pas résolu.

Ces résultats n'empêcheront pas la Troïka d'imposer au peuple grec de nouvelles saignées avant d'aller administrer aux Espagnols, aux Italiens et aux Portugais les mêmes traitements. Les peuples soumis à la discipline allemande ne peuvent pas compter sur les socialistes, lorsqu'ils sont au pouvoir. Mais des partis nouveaux sont apparus à gauche, en Grèce et aux Pays-Bas, et l'action syndicale peut favoriser le développement de manifestations et de grèves salutaires. Il faut y participer !

## PACTE BUDGÉTAIRE

# Le peuple doit trancher

Éric Dupin

**La victoire  
empoisonnée**

p. 6-7

Idées

**Le divin  
marché**

p. 9

# Quel roi voulons-nous ?

**La jeune génération des militants royalistes doit tourner ses regards vers l'Espagne, où la crise en cours remet aussi en cause une institution qui, rassurons-nous, saura une fois de plus montrer sa capacité d'adaptation.**

**T**rès insidieusement, diront les plus méfiants, une campagne s'ouvre dans les médias espagnols, notamment sur Internet, pour remettre en cause la monarchie, à la faveur de la crise actuelle. Ignacio Ramonet, directeur du *Monde Diplomatique*, s'est livré récemment à une attaque en règle.

Dans un entretien en ligne (1), on peut lire ceci : « Dans une situation comme celle dans laquelle nous sommes aujourd'hui, où tout l'édifice institutionnel, du sommet, la Couronne, en passant par l'Église, la Justice, le Parlement, les Autonomies, les institutions financières, la Banque centrale, est questionné, évidemment qu'il faut changer les règles du jeu. Il faut redistribuer les cartes. Il faut poser la question institutionnelle. Ce système que nous avons, une monarchie constitutionnelle, est épuisé. Il faut probablement aller maintenant vers une III<sup>e</sup> République [espagnole]. »

Dans l'édition papier d'*El País* du 2 septembre, une

figure moins connue de nous, J. A. Cuerda, qui fut maire de Vitoria au Pays basque pendant vingt ans, se fait l'avocat d'une république fédérale, de type allemand ou italien, expliquant que « la monarchie, dans une démocratie avancée, n'a pas sa place. » Les royalistes de la NAR sont prêts à rappeler qu'au contraire, toute l'histoire de l'Europe prouve plutôt que c'est la monarchie qui a fait avancer la démocratie. Mais la gravité de la crise économique, en Espagne, doit retenir notre attention.

La jeune génération de militants politiques espagnols se fiche en effet comme d'une guigne du rôle joué il y a maintenant presque quarante ans par Juan Carlos I<sup>er</sup>, dans la *Transición Española*, la transition démocratique de son pays. Elle ne focalise son attention que sur des dégâts produits par une chasse à l'éléphant onéreuse et le scandale - bien plus grave - des détournements de fonds publics dont le gendre du roi est soupçonné. On ne peut pas en vouloir aux Espagnols

d'aujourd'hui de raisonner en fonction des enjeux politiques et des désordres actuels. Notre devoir de royalistes européens, est de prendre part au débat qui naît ainsi en Espagne. Nous en partageons en effet l'histoire, avec les différentes expériences de monarchies constitutionnelles que nous avons essayées en parallèle (2), laissant bien sûr de côté la monarchie absolue. Il est à ce titre curieux de noter que la critique d'Ignacio Ramonet ne semble faire écho qu'à ce dernier type de constitution monarchique, par la production d'un amalgame mêlant tous les pouvoirs, dont la monarchie serait l'instrument suprême, dans un même rejet.

Quant à l'Histoire - dont la lecture est moins passionnelle pour nous - certaines attaques contre la monarchie actuellement émises en Espagne trouvent évidemment leurs racines dans la Guerre civile. L'un des meilleurs économistes hétérodoxes du pays, Vicenç Navarro, réclame ainsi la restauration du drapeau républicain et de l'hymne de la Répu-

blique vaincue par Franco, l'allié d'Hitler et de Mussolini, et fustige la *bandera borbónica*. (3)

Dans le cas de l'économiste, comme dans celui du journaliste, il convient de dénoncer deux travers. Le premier consiste, du fait de la haine entre les deux camps de la Guerre civile, à vouloir faire croire que le régime actuel de la monarchie parlementaire espagnole ne pourrait pas être l'héritier de l'œuvre sociale et éducative de la République espagnole vaincue par Franco. Le second, dont le ridicule est évident pour les Français que nous sommes, tend à répandre l'idée que les Bourbons d'aujourd'hui n'auraient pas évolué depuis Louis XIV. Quand on discute, en Espagne, avec les plus révoltés par la situation actuelle, la plupart reconnaissent que la question monarchique n'est pas prioritaire dans le règlement de l'affreuse crise économique qui ravage le pays.

Ce n'est pourtant pas la moindre des leçons de cette crise, pour eux, que de voir qu'un Prince, comme tout autre acteur agissant de la politique, est sous un permanent contrôle démocratique et, mieux que tout autre, sert plus que jamais au moins à trois choses : incarner l'unité nationale, la continuité de l'État et le principe d'arbitrage.

**David NOVARRO**

(1) Le 30 août dans la revue *Namaste* <http://www.revistanamaste.com/entrevista-a-ignacio-ramonet-director-de-le-monde-diplomatique/>

(2) Cf. *Royaliste* n° 1009, page 10, « Le miroir d'Isabelle ».

(3) « le drapeau des Bourbons ». Cf. <http://elcomentario.tv/reggio/%C2%BFcuales-son-la-bandera-y-el-himno-espanoles-de-vicenc-navarro-en-publico/21/08/2012/>

**royaliste**   
BI-MENSUEL - DIRECTEUR POLITIQUE MARTINHO RENOUVIN

SOMMAIRE : p.2 : Quel roi voulons-nous ? - p.11 : La simplification - p.4 : Crise et chuchotement - p.5 : La plus grande incertitude - p.6/7 : La victoire empoisonnée - p.8 : Au-delà des révoltes - p.9 : Un libéralisme pervers - p.10 : Scènes iraniennes - L'Espace et le temps - p.11 : Action royaliste - p. 12 : Éditorial : Nous voulons un référendum.

RÉDACTION-ADMINISTRATION  
 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris  
 Téléphone : 01.42.97.42.57  
 Télécopie : 01.42.96.99.20  
 Dir. publication : Yvan AUMONT  
 Com. paritaire 0514 G 84801  
 ISSN 0151-5772

## Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom : .....

Adresse : .....

Profession : ..... Date de naissance : .....

Adresse internet : .....

souscrit un abonnement de :

trois mois (20 €)     six mois (30 €)     un an (50 €)     soutien (120 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

## La simplification

**À leurs Journées d'été fin août à Poitiers, dirigeants et militants d'Europe Écologie-Les Verts avaient à résoudre la quadrature du cercle ; leurs 17 députés et 12 sénateurs élus par protection des socialistes, étaient confrontés à un pas de deux acrobatique : voter en septembre la loi organique ratifiant le TSCG et, aussitôt après, la limitation à 3 % d'un budget 2013 auquel manque déjà 33 milliards d'euros...**

Comment marquer crânement sa réticence face au symbole de la rigueur extrême d'une règle d'or corsetant les États européens à 0,5 % de déficit structurel au nom des *stabilité, coordination et gouvernance* prescrites par Bruxelles, puis honorer docilement son application dans le cadre du *contrat de gouvernement* signé avec le PS ?

Tiraillés entre religions et appétits contraires, les Verts auraient volontiers déployé à cette occasion la queue de paon de leurs dissensions. Mais de Daniel Cohn-Bendit, toujours prêt à *cogner* pour imposer l'oukase européiste, à Éva Joly, hostile au *merkzysme* d'un traité trop timidement amendé par François Hollande et sur lequel elle exige un référendum, les rafales d'invectives à la délicatesse douteuse n'ont pas permis d'élucider les raisons d'un choix qui, en tout état de cause, ne pouvait convaincre personne.

Il faut dire que l'argumentaire de l'ex-soixante-huitard francfortois avait de quoi laisser pantois nos vieux radsocs : ce traité « inutile », « résultat d'un compromis gouverne-

mental » fait pour rassurer les Allemands quant à la « mutualisation de la dette », serait à la fois indispensable et « sans effets politiques ». Dédaignant cette psychothérapie par placebo, un autre euro-député plus activiste, Yannick Jadot, y entrevoyait l'énigme avancée vers le fédéralisme de l'Union européenne : « *Ce traité, c'est la contrepartie des mécanismes de solidarité créés en urgence par les gouvernements. Cette pierre est moche, mal foutue, tordue, mais c'est la pierre qui permet de construire autre chose, de donner des ressources supplémentaires à l'Union européenne* »...

La joie n'étranglant pas les ouvriers du bâtiment, la majorité militante semblait plutôt pencher du côté d'Éva Joly, à qui d'autres huiles du parti comme Jean-Vincent Placé et Cécile Duflot ne manquaient pas de concéder - avec François de Rugy, coprésident du groupe écologiste à l'Assemblée nationale - que l'austérité n'est pas une réponse à la crise et qu'il faudrait marquer à ce sujet une réserve catégorique.

Mais comment refuser sans dire non, puis voter oui sans accorder son consentement ?

Enfin, le ministre écologiste du développement, Pascal Canfin, s'est risqué entre Éva et Dany à la synthèse nègre-blanc que voici : « *Ce traité, personne ici ne le défend*, a-t-il indiqué. *C'est un mauvais traité pris tout seul. Mais y a-t-il de bonnes raisons de ne pas voter contre un mauvais traité ?* » Et d'inviter au oui ses collègues parlementaires.

Le moment est venu de noter une innovation : le programme des six séances plénières des Journées d'été écologistes 2012 a été diffusé en français simplifié. Le but de cette technique de simplification est d'arriver à une version plus brève et accessible d'un texte ; et les critères utilisés peuvent, dit la notice, être regroupés selon quatre niveaux : lexical, syntaxique, stylistique et culturel.

Application directe à la pensée des écologistes français : comment parvenir à une lecture simple de « *Y a-t-il de bonnes raisons de ne pas voter contre un mauvais traité ?* » Le lexique paraît clair, la syntaxe limpide, le style ramassé, seule la culture pose problème par le cercle vicieux où le locuteur enferme l'écouter : entre *bonnes raisons* et *mauvais traité*, la crainte de *ne pas voter* trahit l'angoisse de gens qui, à peine introduits dans le jeu politique, lui ont déjà sacrifié l'essentiel de leurs convictions.

Luc de GOUSTINE

## L'écho des blogs

**La pauvreté explose en France.**

Le président Hollande a maintenant deux chiffres en tête pour 2013, celui du déficit public qu'il veut ramener sous les 3 % et celui du nombre des pauvres qui pourrait franchir le cap des 10 millions. Il n'est pas possible que le gouvernement et lui-même ne commentent ces prochains jours l'étude de l'INSEE et annoncent des mesures pour stopper cette catastrophe sociale.

Que nous apprend l'INSEE ? « *Sous les effets de la crise et de la politique économique conduite par Nicolas Sarkozy, les Français ont connu des difficultés croissantes de pouvoir d'achat.* » Et l'INSEE prend bien soin de préciser que « *toutes les catégories de Français ont été concernées par une baisse ou une stagnation, à l'exception des plus riches.* »

« *À contre-courant du reste de la population, le niveau de vie au-dessus duquel se situent les 5 % de personnes les plus aisées repart à la hausse (+1,3 % en euros constants).* » L'étude établit, à partir des données collectées en 2010, le seuil de pauvreté à un revenu de 964 € par mois. Cela donne ce constat « *De 7,8 millions de pauvres en 2008 on est passé à presque 8,2 millions en 2009 et plus de 8,6 millions en 2010. Soit une augmentation du nombre de pauvres bon an mal an de près de 400 000.* » L'étude révèle également que se sont les enfants les plus touchés « *En 2010, la progression de la pauvreté touche tout particulièrement les enfants : après +0,4 point en 2009, leur taux de pauvreté progresse de 1,9 point, atteignant 19,6 %.* » C'est près d'un enfant sur cinq qui vit sous le seuil de pauvreté.

Lire l'analyse de Laurent Mauduit sur le site à accès payant Médiapart. (1) En accès libre, voir le site *La Tribune* (2) qui résume par ce titre « *L'étude dévoilée vendredi par l'Insee montre une France qui s'appauvrit. Le revenu médian est en baisse et un enfant sur cinq vit en dessous du seuil de pauvreté. Seuls les plus aisés voient leurs revenus augmenter.* » Ce site nous apprend (3) que les retraités sont aussi touchés, contraignant certains à revenir à un emploi. « *Selon un rapport de l'IGAS (Inspection Générale des affaires sociales) 500 000 retraités sur un montant de 15 millions travaillent tout en touchant leur pension. Un chiffre qui a presque triplé en six ans passant de 120 000 en 2005 à 310 000 en 2011.* »

Le président Hollande doit maintenant vite choisir sa priorité, redonner du pouvoir d'achat ou imposer l'austérité.

**François ENNAT**

(1) <http://www.mediapart.fr/journal/economie/060912/vers-les-10-millions-de-pauvres-et-les-5-millions-de-chomeurs>

(2) <http://www.latribune.fr/actualites/economie/france/20120906trib000718117/france-pres-d-un-enfant-sur-cinq-vit-en-dessous-du-seuil-de-pauvrete.html>

(3) <http://www.latribune.fr/actualites/economie/france/20120907trib000718333/ces-retraites-encore-actifs-pour-eviter-la-pauvrete.html>

# Crise et chuchotement

**L'euro est irréversible. Il suffisait que Monsieur Draghi déclare cela pour que l'on sache qu'on pouvait donc s'en débarrasser. La réunion du 6 septembre dernier n'aura pas apporté grand chose. Étonnant, non ?**

**D**ébut juillet, nous nous sommes quittés sur la menace d'une crise majeure de la zone euro. La situation est de plus en plus grave mais la crise majeure n'a pas éclaté grâce à des interventions politiques. Les membres de la zone euro se sont entendus pour colmater les fissures qui, le mortier à peine sec, commencent de se rouvrir. Tout cela n'est pas bien grave et il y a gros à parier que nos intervenants feront tout ce qu'il faut pour gagner un temps... que nous n'avons pourtant pas.

Mario Draghi a obtenu de l'Allemagne qu'elle accepte le rachat massif de dettes souveraines pour continuer un système qui provoque de plus en plus de dettes. Tout cela ne sert qu'à rassurer les marchés auxquels on ne veut toujours pas faire trop de peine. Comme souvent dans son histoire l'Allemagne refuse de payer la réparation des dégâts qu'elle commet. Il faut être singulièrement aveugle aujourd'hui pour ne pas se rendre compte que tout ce système fonctionne à son profit exclusif.

Dans sa note de rentrée, Jacques Sapir dresse un état de la situation parfaitement limpide. En très haut lieu, et en privé, on sait bien que l'édifice menace ruine pour de solides raisons. Cependant, beaucoup

d'intervenants, comme Moscovici, refusent d'envisager qu'ils ont pu se tromper et qu'ils ont plongé l'Europe dans la crise par pur aveuglement idéologique. Le temps vient où il faudra pourtant choisir. Non seulement les mesures prises ne peuvent que faire gagner du temps mais elles aggravent la crise. La récession que nous connaissons pourrait à terme se transformer en dépression, comme au début des années trente.

**Rappelons.** La politique menée depuis des années est un non-sens absolu, basée qu'elle est sur des erreurs nombreuses et peu innocentes. Cette crise n'est pas une crise de la dette souveraine. Cette dette n'en est que la conséquence. Cette crise est une crise d'une monnaie unique mal conçue, mal conduite, une forme de machine infernale porteuse de plus lourdes menaces. En refusant de considérer différemment des situations différentes, la zone euro se prive des moyens les plus élémentaires de faire face à la crise. Les coupes budgétaires ne règlent qu'une partie très minime des dettes mais, l'exemple de la Grèce et de l'Espagne le montre, elle plonge l'économie de ces pays dans la dépression. Ce qui reste de l'économie grecque aura disparu dans quelques mois, ce qui résiste encore dans celle de l'Espagne fait

entendre de sinistres craquements.

Rien n'y fait, on s'enfonce dans l'erreur. Même la politique de relance ne servira à rien. D'abord parce que les montants mis en jeu sont parfaitement ridicules (1 % du PIB de la zone), ensuite parce que sans mesures de protections douanières, notamment vis-à-vis de l'Allemagne, il est impossible de réindustrialiser et donc de créer de la richesse et des emplois. Tel qu'il est aujourd'hui envisagé, ce plan ne permettrait qu'un renforcement de l'économie allemande qui trouverait ainsi de nouveaux débouchés pour son industrie qui peine hors de la zone euro. Pour que cela fonctionne, il faudrait que l'Allemagne accepte des mesures de protection des marchés intérieurs, à son détriment. On ne voit pas bien pourquoi Madame Merkel, d'intelligence plutôt courte, accepterait de tels aménagements pourtant seuls capables, mais à moyen terme (10-15 ans), de redresser les économies partout chancelantes. La seconde solution est d'en finir avec ces imbecillités et cette gabegie, de redonner à chaque pays les moyens d'assurer sa compétitivité et cela au prix de la dislocation de la monnaie unique.

Comme toujours, le problème est politique, au meilleur sens du terme. Les prévisions les plus optimistes (!) ta-

blent sur une montée du chômage en France de 500 à 750 000 personnes de plus à l'horizon de juin 2013. Cela est-il politiquement supportable ? Nul ne le croit sérieusement. Nous n'en pourrions sortir que par des politiques de relance différenciées et spéciales pour chaque pays touché par la crise. C'est long, c'est compliqué et ne donne des effets qu'au bout de cinq ans au minimum. La deuxième solution est de dire la pleine vérité et d'en assumer le coût devant les peuples. Nos gouvernants se sont trompés, lourdement et depuis vingt ans. Le courage le plus élémentaire voudrait que nos élus fassent front. Pour le moment le front est plutôt fuyant. Toute personne qui a un peu d'histoire dans la tête conçoit qu'il soit malaisé pour une classe politique de se renier. Pourtant, devant la déferlante qui menace, il n'y a pas d'autre choix que d'être courageux et de passer de la compréhension d'une situation catastrophique aux mesures à prendre pour y pallier.

Nous savons trop bien les menaces qui pèsent sur nous, elles nous ont déjà conduit, il y a quatre-vingt ans au chaos dont nous avons eu toutes les peines à sortir. Il ne s'agit pas d'être alarmistes. Nous ne sommes pas les rêveurs, nous sommes les réalistes. Seul un mouvement de fond pourrait permettre aux idées que nous défendons, de moins en moins seuls, d'être mises sur la table et discutées.

Durant les mois qui vont venir nous aurons à y revenir et à transcrire fidèlement les idées de ceux qui ont l'avantage de ne s'être trompés que sur des points de détail sans importance réelle. Nous n'avons nul envie dans ces colonnes d'être les plats commentateurs de la descente aux enfers, notre rôle va être dans les prochaines livraisons de ce journal d'indiquer des pistes, de décrire les réalités. Cassandre doit être écoutée et comprise, faute de quoi...

**Charles GUÉMÉNÉ**

# La plus grande incertitude

**La première grande crise internationale à laquelle Hollande pourrait avoir à faire face n'est pas celle de la Syrie mais d'une éventuelle frappe israélienne contre les sites atomiques iraniens.**

Le président l'a dit à la conférence des ambassadeurs le 27 août : « *la plus grande incertitude tient au risque de prolifération nucléaire et à ses conséquences, aux peurs légitimes qu'une telle prolifération peut inspirer et aux réactions préventives qu'elle peut provoquer, menaçant directement la paix.* » Littéralement, Hollande se situe dans la droite ligne de la condamnation de la guerre préventive menée par Ben Gourion en juin 1967 à la suite du blocus égyptien. Le premier qui tire aura tort. Israël argue cette fois comme alors d'une menace existentielle. Mais celle-ci ne vaut qu'en cas de menace imminente de frappe nucléaire de la part de l'Iran et non de la seule possibilité pour celui-ci d'acquiescer à échéance plus ou moins rapprochée une capacité nucléaire. Encore une fois, si on lit bien entre les lignes, la France n'approuvera pas un bombardement israélien sur l'Iran.

Ira-t-elle comme en 1967 jusqu'à condamner ? « *La France, dit Hollande, comprend les peurs légitimes d'Israël.* » De quelle légitimité parle-t-on ici sinon de celle des camps, l'holocauste, Auschwitz ? Une étude israélienne sur les traumatismes liés à l'Holocauste, publiée en 2007, comparait déjà étrangement le camp à une bombe nucléaire « *qui disperse ses retombées*

*radioactives en des lieux éloignés, même après l'explosion.* » (1) Réciproquement, la bombe iranienne serait semblable au camp dans l'inconscient collectif des enfants de la seconde ou troisième génération.

Qui dit condamnation dit non-assistance. De Gaulle avait immédiatement imposé un embargo sur les armes à destination d'Israël (et des pays de la région), tout en sachant que l'essentiel de l'armement israélien à l'époque était encore français, situation qui sera renversée au profit des Américains. Or les milieux néo-conservateurs américains, qui prônent un soutien total à Israël dans ces circonstances, ont cru déceler une évolution dans la position française depuis l'élection de Hollande : ils semblent désormais convaincus que la France s'associera aux États-Unis en cas de représailles contre Israël. Ils avaient sans doute craint qu'il y ait un changement après Sarkozy. Ils ont été rassurés : Hollande assistera bien Israël en cas de représailles iraniennes. Téhéran restera isolé. Il n'y aura pas de mouvement international de solidarité en sa faveur, même des non-alignés réunis à Téhéran fin août. Ses affidés, le Hezbollah, voire le Hamas, sont en outre paralysés par la crise syrienne.

Si l'on était Israélien, pour quoi donc ne pas y aller ? Une majorité semble encore réticente à ce qu'Israël y aille

seul. Mais chacun sait que, dans les prochains mois, les États-Unis ne se risqueront pas à s'engager.

Israël est allé deux fois à la guerre en octobre. Le 6 octobre 1973, la guerre du Kippour lui fut infligée par l'Égypte et la Syrie profitant d'une manière scélérate de la principale fête de l'année juive (elle tombe cette année le 26 septembre). Le 29 octobre 1956, Israël lança la fameuse campagne du Sinaï contre l'Égypte, après la nationalisation du canal de Suez. Français et Britanniques lui portèrent main forte dans les jours suivants. Mais le président Eisenhower opposa son veto. En pleine élection présidentielle de novembre 1956 où il brigait un second mandat, comme Obama aujourd'hui ! Belle occasion de revanche cette fois pour Israël à la veille du 6 novembre 2012, quelle qu'en soit l'issue.

L'opinion publique israélienne en débat depuis de longs mois. Tout l'été, elle s'est préparée à la résistance passive. Mais en définitive le choix de la guerre ou de la paix repose sur un seul homme, même si la décision est collégiale au sein du cabinet israélien. C'est en cela que Bibi Netanyahou est qualifié de plus en plus souvent récemment de *roi*. Car c'est le moment où, quoi qu'il fasse, qu'il y aille ou qu'il n'y aille pas, il passera dans l'Histoire.

Yves LA MARCK

(1) Nathan Kellerman, cité par Gérard Haddad - « *Lumière des astres éteints, la psychanalyse face aux camps* », Grasset, 2011, prix franco : 21 €. [Achat immédiat](#)

## BRÈVES

◆ **ALBANIE** – Dans un long entretien accordé début août à l'hebdomadaire russe *Ekho Planety* (*L'écho de la planète*) et relayé par le quotidien en langue albanaise *Shekulli*, le prince héritier Leka Zogu a affirmé qu'aussi bien pour l'actuel Premier ministre Sali Berisha que pour son prédécesseur Fatos Nano la question d'un référendum sur la monarchie « *restait ouverte* ». On se rappelle qu'en 1997 un premier référendum sur la question avait eu lieu et dont il est aujourd'hui admis que les résultats – rejetant la monarchie – avaient été manipulés. Quoi qu'il en soit le pouvoir actuel n'est pas avare de marques d'attention envers la famille royale. Déjà, lors du décès du roi Leka 1<sup>er</sup> en novembre 2011, un jour de deuil national avait été décrété et le Président de la République ainsi que le Premier ministre avaient assisté aux obsèques du souverain. Depuis, en juillet, le Président de la République nouvellement élu, Bujar Nishani, a nommé à son cabinet le prince Leka comme conseiller politique. Et enfin le gouvernement vient de constituer un fonds spécial pour construire un mausolée pour accueillir les défunts de la famille royale.

◆ **LIECHTENSTEIN** – Le prince Alois – qui exerce effectivement le pouvoir depuis que son père le prince régnant Hans-Adam II le lui a délégué en 2004 – avait menacé d'utiliser son droit de veto au cas où une légalisation de l'avortement serait adoptée. Cette menace avait provoqué en réaction le lancement d'un référendum d'initiative populaire en vue de supprimer ce droit de veto du prince. Cette proposition a été rejetée massivement début juillet (76 % contre, 24 % pour) avec un taux de participation de 83 %. Monarchie constitutionnelle et parlementaire, le Liechtenstein donne – dans sa Constitution adoptée par référendum en 2003 – d'importants pouvoirs au prince régnant. Outre son droit de veto, le souverain peut destituer le gouvernement, dissoudre le Parlement et nommer les juges.

◆ **MAROC** – Celui que l'on surnomme *Le prince rouge*, Moulay Hicham, cousin du roi Mohamed VI et troisième dans la ligne de succession au trône alaouite vient de donner un entretien très remarqué au *New York Times*. Alors qu'en janvier dernier, il déclarait, au journal espagnol *El País*, au sujet des révoltes arabes : « *Le Maroc n'est pas encore touché mais il ne faut pas se leurrer sur ce fait : pratiquement tous les systèmes autoritaires vont être atteints par la vague de contestation et le Maroc ne fera probablement pas exception* » il constate aujourd'hui que : « *Les monarchies arabes s'en tirent beaucoup mieux pour survivre à la crise au Moyen-Orient que leurs homologues républicains* » notamment parce que « *l'institution de la monarchie reste profondément liée à l'identité nationale* » pour conclure : « *Le chemin du changement peut être rugueux, parfois chaotique mais il a commencé.* »

# La victoire empoisonnée

**E**crivain et journaliste, **Éric Dupin** nous avait présenté l'année dernière ses *Voyages en France* <sup>(1)</sup>, résultat d'une longue enquête qui montrait à quel point les Français étaient fatigués de la mondialisation. Parti à nouveau à la rencontre de nos concitoyens lors de la campagne présidentielle, il explique dans *La Victoire empoisonnée* <sup>(2)</sup> pourquoi les Français, toujours passionnés par le politique, regardent avec scepticisme le « changement » annoncé.

■ **Royaliste : Y a-t-il une continuité entre vos *Voyages en France* et votre chronique de la campagne présidentielle ?**

**Éric Dupin :** Oui ! Il se trouve que j'ai pris goût à ces voyages en France. Je n'avais donc pas envie de suivre la campagne à Paris, en rencontrant de temps à autre des députés, des ministres et de futurs ministres : je connais depuis longtemps le jeu politique et ses acteurs, j'aime les surprises et le plaisir venait à manquer. J'ai donc eu l'idée de prolonger mes *Voyages en France*, mais avec un arrière-plan politique. Pour ne pas céder au basisme, j'ai mêlé deux approches très différentes : la rencontre sur le terrain de différents Français - militants associatifs, syndicalistes, etc. - et la rencontre avec des politiques de tous les niveaux - militants, responsables locaux, élus, candidats à la présidence. J'ai d'ailleurs constaté que les militants étaient beaucoup plus

lucides que ce qu'imaginent les gens des appareils et les journalistes politiques enfermés dans leur microcosme.

Pour raconter ces deux types de rencontres j'ai choisi l'ordre chronologique. On passe ainsi du coq à l'âne - de Marine Le Pen à un militant de la CFDT, de Brice Hortefeux à un commerçant centriste. Ces effets de contrastes ont l'avantage de provoquer par eux-mêmes la réflexion et m'ont évité de pesantes analyses.

■ **Royaliste : Qu'est-ce qui vous a particulièrement frappé pendant la campagne électorale ?**

**Éric Dupin :** Il y a ce que je sais déjà mais qui m'a été confirmé au-delà de ce que je pouvais pressentir : la fameuse coupure entre la sphère politique et ce que les journalistes appellent les **vrais gens**. Dans le prolongement de *Voyages en France*, j'ai vu le pessimisme et la défiance à l'égard de toutes les élites : en phase de campagne présidentielle,

qui est normalement un moment de vérité, j'ai vu des gens de toutes conditions en état de souffrance sociale et un pays désabusé, mais avec des paradoxes.

La France reste un des pays les plus politisés du monde, si ce n'est le plus politisé depuis que la classe politique italienne s'est effondrée. Les Français parlent politique, émettent des jugements très nets et ils voient avec grand intérêt ce qui se passe sur la scène politique. Mais du coup, la politique devient une scène de théâtre. Il y a une grande indifférence aux conséquences de l'acte électoral car de très nombreux Français - y compris les militants syndicaux et politiques - sont persuadés que les élections ne changent pas grand-chose. Chaque fois que j'ai demandé à mes interlocuteurs ce qu'ils espéraient ou redoutaient, il y a eu un temps de silence puis des réactions qui étaient toujours a minima : ils ne craignaient pas grand-chose ; ils ne redoutaient pas

grand-chose. Ou bien ils pensaient qu'il n'y avait pas d'enjeux ou bien ils étaient convaincus que ce sont les marchés qui nous dirigent - ou encore que c'est l'Europe qui commande. L'idée d'une déposssession de la décision politique nationale s'est énormément répandue. D'où une impressionnante désaffiliation politique.

■ **Royaliste : C'est-à-dire ?**

**Éric Dupin :** Au fur et à mesure que les alternances prouvent une certaine vacuité dans les résultats, l'identification de chacun à une famille politique et idéologique tend à s'affaiblir chez les électeurs. J'ai rencontré beaucoup de citoyens qui hésitaient entre Bayrou et Mélenchon - ce qui peut paraître absurde. J'ai aussi ressenti des hésitations entre Marine Le Pen et Mélenchon qui n'étaient pas exprimées franchement, au contraire des hésitations entre Sarkozy et Bayrou. Il y avait aussi beaucoup de flottement chez les militants, qui faisaient la campagne par habitude. Chez les socialistes, j'ai rencontré beaucoup de militants qui faisaient campagne parce qu'ils appartenaient à une collectivité locale et que c'était tout simplement leur boulot.

■ **Royaliste : Vous décrivez dans votre livre une société éclatée...**

**Éric Dupin** : J'avais déjà décrit dans mon précédent livre une société en voie d'américanisation en ce sens qu'elle se segmente du point de vue social, ethnique et territorial. On retrouve cela quand on fait du tourisme politique. Lors des primaires socialistes, je suis allé dans le nord pour rencontrer les militants socialistes qui soutenaient Martine Aubry et j'ai été frappé de constater qu'ils faisaient une campagne de type municipal sur un territoire acquis au Parti socialiste. J'ai passé une semaine dans l'Oise où le Front national est historiquement implanté et dispose de militants et de cadres ce qui est très rare : les adhérents sont socialement très variés, du chômeur au pilote de ligne, et mobilisés par les thématiques sociales autant que sur la sécurité et l'immigration. Je n'ai pas rencontré de vrai raciste, mais les militants frontistes sont xénophobes et hantés par l'insécurité culturelle. Ce n'est pas la même chose dans le sud du pays... Cette diversité d'attitudes se retrouve à l'UMP : j'y ai rencontré des adhérents tentés par Marine Le Pen, par François Bayrou et par François Hollande ! Les différences sont également très fortes entre les députés UMP et l'on se demande pourquoi ces gens sont ensemble.

■ **Royaliste : Comment percevez-vous le Front de gauche ?**

**Éric Dupin** : Dans le Parti de gauche, les sensibilités sont très différentes, la démocratie interne me rappelle celle que j'ai connue au CERES mais c'est un vrai phénomène. Le Front de gauche est utile à beaucoup de monde : sans lui, le Parti de gauche serait un groupuscule, sans lui le Parti communiste serait dans l'impuissance et dans les divisions internes. J'ai d'ailleurs constaté une évolution chez certains communistes qui en viennent à une critique écologique, loin du traditionnel productivisme. Cela dit, Jean-Luc Mélenchon a fait une campagne idéologique, en

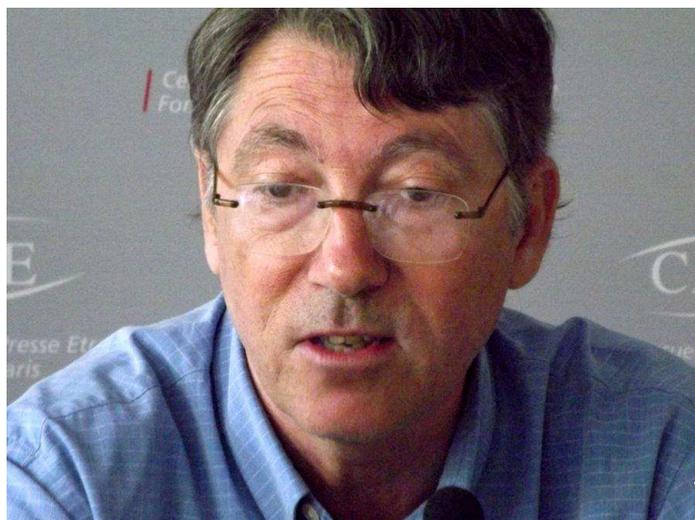
essayant d'utiliser les symboles du mouvement ouvrier mais ce n'était manifestement pas en phase avec le niveau de conscience des masses !

■ **Royaliste : Comment analysez-vous le résultat de Marine Le Pen ?**

**Éric Dupin** : Je me suis longuement entretenu avec Marine Le Pen. À demi-mot, elle a avoué qu'elle avait été contrainte de changer de pied. Sa montée en puissance a correspondu à ses thèmes protectionnistes mais ensuite elle est entrée dans une phase de déclin - qui ne se voit pas dans son résultat électoral car elle a toujours été sous-estimée dans les sondages. En fait, elle a été victime de l'affaire Merah, qui n'a pas bouleversé la campagne mais qui a contraint Marine Le Pen, après de vifs débats internes, à rééquilibrer son propos en évoquant plus souvent l'immigration. Mais comme les médias fonctionnaient selon l'agenda sécuritaire, ils ne reprenaient plus les thèmes socio-économiques ce qui donnait l'impression que la candidate avait de nouveau basculé dans la classique thématique du Front national. Et c'est ainsi qu'elle a perdu une partie de sa dynamique. Cela dit, Marine Le Pen est encore fragile mais elle a une vraie passion pour la politique et je pense qu'elle progressera.

■ **Royaliste : Pourquoi avoir choisi pour titre *La victoire empoisonnée* ?**

**Éric Dupin** : Le titre résume ce que je viens de vous dire : gouverner dans une situation de crise aiguë, ce n'est pas facile. Quand j'ai déjeuné avec François Hollande en mars, je lui ai demandé si les électeurs n'allaient pas lui donner une victoire empoisonnée. Il m'a répondu que « toute victoire a sa part de poison. » Puis il a ajouté : « je m'attends à de la colère et peut-être même à de la violence. » Mon titre ne fait pas seulement référence à la crise multidimensionnelle que nous affrontons. Il évoque aussi la faible attente des ci-



toyens et la faible qualité du mandat populaire qui lui a été donné. Les journalistes politiques pensent cyniquement que les campagnes électorales n'ont rien à voir avec ce que font ensuite les élus. Ce n'est pas vrai : l'histoire montre que les conditions de conquête du pouvoir ont une véritable influence sur l'exercice du pouvoir.

À l'encontre d'un préjugé très répandu, je constate que les hommes politiques appliquent une grande partie de leur programme. En 1981, François Mitterrand a concrétisé un très grand nombre de ses 110 propositions. Jacques Chirac en 1986 et Nicolas Sarkozy en 2007 ont également tenu leurs promesses : par exemple, la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes pour le premier, le bouclier fiscal pour le second. Les 60 propositions de François Hollande sont assez habiles, comme le personnage lui-même mais c'est imprécis et timide. Jamais la gauche n'est arrivée au pouvoir en promettant aussi peu et François Hollande était conscient que, quoi qu'il dise, les Français n'y croyaient pas. Son seul véritable engagement, ce fut d'annoncer aux Français ceci : *vous allez souffrir, mais j'essaierai de faire en sorte que cette souffrance soit la moins injuste possible.* Pour le reste, il n'a pas de réponse et il ne veut pas se poser les questions pour lesquelles il n'a pas de réponses.

La contrepartie positive de ce cynisme, c'est un

hyperréalisme. François Hollande est tout à fait conscient de la gravité de la situation et il mesure les rapports de force. Il ira là où il pourra aller, là où on le forcera à aller.

■ **Royaliste : Qui, on ?**

**Éric Dupin** : Ce *on* est très vague. Ce sont les rapports de force politique, les rapports de force dans la société et entre pays européens. François Hollande n'a aucune vision ni sur la suite des événements, ni sur l'avenir de l'Europe. Il est très conscient de l'épuisement de la construction européenne et il n'est pas delorien contrairement à ce que beaucoup affirment mais il ne sait pas ce qu'il faudrait faire. Il n'a pas beaucoup d'imagination mais s'il voit un chemin à emprunter, il ira, sans forcer les choses. François Hollande est capable de prendre des décisions courageuses mais seulement si le rapport de forces lui donne des chances raisonnables de l'emporter. Somme toute, le hollandisme reste un mystère. Si l'on se veut résolument optimiste, cela peut réserver de bonnes surprises !

**Propos recueillis aux Mercredis de la NAR**

📖 (1) Éric Dupin – « *Voyages en France* », Le Seuil, prix franco : 23 €. ➔ [Achat immédiat](#)

Entretien paru dans *Royaliste* n° 996 - voir : <http://archivesroyalistes.org/Oligarques-Du-mensonge-a-l-aveu.html>

📖 (2) Éric Dupin – « *La victoire empoisonnée* », Le Seuil, prix franco : 18 €. ➔ [Achat immédiat](#)

# Au-delà des révoltes

**De livre en livre, Georges Balandier décrit des phénomènes qui ne constituent pas un banal *changement* mais une Grande Transformation. Elle déconcerte les hommes et bouscule les sociétés sans qu'aucun pouvoir ne parvienne encore à la maîtriser. Mais ce n'est pas la fin de l'Histoire...**

Dans les périodes d'immenses bouleversements, de faux sages tentent d'obtenir la résignation des peuples en invoquant la nécessaire soumission à la réalité. C'est sur le thème du **retour au réel** que Vichy tenta de faire accepter la fiction d'une société de bons pères de familles organisées en corporations sous de pieux auspices - alors qu'il s'agissait d'inverser le cours de la guerre en y participant résolument. Et c'est au nom du pragmatisme que l'ultra-libéralisme a tenté de nous faire croire qu'il n'y a pas d'autre choix que la loi du *Marché*, conçue selon les théories du XIX<sup>e</sup> siècle. Mais les **réalistes** des vingt dernières années du siècle passé ont été pris au piège d'une dynamique bien plus puissante et bien plus efficace que les prétendus mécanismes économiques : les dirigeants occidentaux se voulaient modernes, ils ont été saisis par la *surmodernité* ; ils croyaient tenir les commandes des instruments techniques, ils sont aujourd'hui dépassés par la prolifération des branchements qui composent une réalité numérique toujours mutante. Il y a bien du réel mais il ne cesse de leur échapper. Comment de simples citoyens pourraient-ils s'y retrouver ?

La réponse est paradoxale. À l'heure d'Internet, de la

mondialisation, de la nomadisation, de l'information instantanée, il importe de lire, classiquement, des livres. Celui que nous propose Georges Balandier (1) s'impose parce que cet anthropologue, aussi curieux des anciens que des nouveaux mondes, parvient à relier de manière intelligible tous les éléments que nous percevons d'ordinaire comme les pièces et les morceaux d'un gigantesque chaos. À l'opposé des experts patentés, il peut nous transmettre des expériences effectivement vécues et pensées : celle de la guerre, des sociétés africaines encore colonisées puis se décolonisant, de la Sorbonne en 1968, des mutations techniques, sociales, politiques qui se précipitent depuis les années quatre-vingt du siècle dernier.

Chemin faisant, Georges Balandier nous donne à comprendre les nouvelles techniques et les nouvelles sacralités. Voici Elvis Presley, *idole* d'une jeunesse révoltée, la religiosité marxisante au Congo-Brazzaville, le totalitarisme tropical de Fidel Castro, la promotion de la **croissance zéro** par le Club de Rome, les dandys africains, le téléphone cellulaire, le foisonnement des images et la prévalence du visible, les réseaux sociaux, les révolutions arabes, le mouvement des Indignés... Alors

que les sociétés globales, fortement structurées, n'étaient bouleversées que par de grands événements de masse - la Réforme, la Révolution française - nous nous trouvons aujourd'hui dans des sociétés fluides, instables, très anxiogènes. De toutes ces histoires qui ne dessinent pas, ou pas encore, un mouvement de l'Histoire, je retiens quelques pages qui me semblent particulièrement marquantes :

**L'évocation** de ce *pays de taiseux* qu'est Saint-Loup-sur-Semouse à la fin de la III<sup>e</sup> République - un passé qui ne reviendra plus - et la création du maquis au sein duquel Georges Balandier, jeune combattant, se voit projeté avec ses camarades dans les technologies de la guerre moderne apportées par l'armée américaine.

**L'analyse** du phénomène que constitue Michael Jackson, qui voulut se déprendre du temps, *effacer l'origine autant que le parcours de l'âge*, et dont la mort est déniée par des millions de fidèles. Nous verrons bien ce qu'il advient de notre Johnny Hallyday dont les maladies et malaises sont hypermédiatisés...

**Le regard** porté sur une crise multiforme qui est aussi une *crise de l'écoute* - puisque

les experts publient des directives et produisent des normes sans se soucier des attentes et des choix des peuples - et une *crise des dénominations* : les oligarques ne parlent plus de la nation et l'élimination du mot annonce l'effacement de la réalité qui gêne les adorateurs du divin marché. Et si l'on invoque encore la démocratie en haut lieu, ce n'est plus qu'une marque de politesse car cette démocratie n'est plus la condition nécessaire de l'économie de marché et de la prouesse technique. À cet égard, on ne saurait trop s'inquiéter du tropisme chinois des élites européennes...

Le *carnaval des apparences* nous conduirait-il, dans la suite des instants désordonnés et des bavardages médiatiques, vers la dictature des experts ? Ce n'est pas sûr. Du Québec au Caire, des États-Unis à l'Espagne, des mouvements de révolte éclatent contre les despotes à l'ancienne et les oligarques qui tentent de masquer leurs procédés violents sous les fausses molleses de la *gouvernance*. Cela ne suffit pas ou cela risque d'aboutir à de nouvelles configurations violentes que peuvent dicter le fanatisme religieux ou la passion nationaliste.

Pour aller au-delà des révoltes, *démondialiser* sans tomber dans la posture passéiste, maîtriser les techniques, repenser les relations entre les nations et les civilisations, il faut préserver ou retrouver le langage du politique qui fera naître de nouvelles réalités organisées selon les catégories classiques de la légitimité, de la souveraineté, de la nationalité. La tâche, impressionnante, est engagée depuis bien des années par ceux, déjà nombreux, qui veulent redonner sens à l'aventure collective.

**Bertrand RENOUVIN**

📖 (1) Georges Balandier - « *Carnaval des apparences* », Fayard, 2012, prix franco : 19 €. 

# Un libéralisme pervers

Oser parler de « *réforme intellectuelle et morale* » relève-t-il du pétainisme ? C'est ce que prétend Luc Chatel, qui reproche à son successeur, ministre de l'Éducation nationale, Vincent Peillon, d'avoir employé cette expression pour justifier sa volonté d'enseigner à nouveau **la morale laïque** à l'école. L'intéressé sait-il seulement qu'avant d'appartenir à Philippe Pétain, sans doute simple interprète d'Emmanuel Berl, cette formule appartenait à Ernest Renan, à qui il conviendrait de rendre son bien ? C'est Renan qui, au lendemain de la défaite de 1870, avait donné ce titre à un essai qui marqua profondément la génération qui l'avait lu avec passion. Mais, en l'espèce, cette attaque directe est transparente quant à la volonté de discréditer toute tentative de réhabilitation d'une morale publique. En ce sens, il y a intime connivence entre libertaires et libéraux, et c'est bien pourquoi ils ont si facilement réalisé leur fusion à la suite des années soixante. Mais le sujet est suffisamment sérieux, pour qu'au-delà des invectives et des slogans, on détermine en quoi le libéralisme, principalement économique, a une propension singulière à l'amoralisme et à l'anomie.

À cette fin, je recommanderai un auteur, que j'avoue, avec contrition, avoir découvert récemment, alors que son œuvre, déjà très riche, s'est déployée depuis une bonne dizaine d'années (2). Dany-Robert Dufour est un philosophe, très inspiré par Jacques Lacan, qui n'a cessé d'analyser les ressorts intimes de la société, en observant ses processus symboliques. Ajoutons que, fort d'une culture historique, il est capable de faire la généalogie des phénomènes profonds de civilisation, en associant de multiples domaines du savoir. C'est précisément le philosophe qui réussit l'association entre « *l'historien, le grammairien, l'économiste, le psychanalyste, le sociologue, le théoricien de l'art, le politologue* », étant en surplomb de leurs disciplines pour mieux comprendre ce qu'il en est du *logos* et de la  *cité*. Et ce qu'il observe n'est pas triste : « *les troupeaux bruyants, incultes, barbares, libérés de toute règle, désinhibés, post-névrotiques, bien décidés à piétiner toutes les plates-bandes de la civilisation sur leur passage*. » Cela paraîtra sans doute pessimiste à l'excès. C'est la pente de cette forme de pensée, que je nommerais volontiers augustinienne athée, sans la grâce donc et encline à voir la catastrophe surgir d'un chaos moral d'autant plus fatal qu'il est complice d'un système qui, pour prospérer, doit faire sauter tous les interdits. Il est interdit d'interdire tout ce qui pourrait freiner l'expansion infinie de la jouissance dominatrice. Et pour le comprendre, il faut revenir à la naissance de la théorie libérale et de la justification de ce que Dufour nomme à bon escient *le divin marché*.

Je vois les bonnes âmes et des gens très sérieux se récrier : comment porter crédit à des accusations aussi démesurées ? Eh bien, qu'ils y aillent voir ! Qu'ils aillent voir du côté de Mandeville et d'Adam Smith qu'aucun libéral digne de ce nom ne saurait récuser. L'aimable fable de la ruche que l'on évoque sans cesse, comme justification imagée du système capitaliste, correspond en fait à un éloge de l'amoralité, comme condition absolue de la prospérité générale. Mandeville ne lésine pas sur les conséquences. Il montre ainsi que

les institutions charitables ne servent à rien et qu'il convient au contraire de développer les maisons closes, qui offrent un tout autre profit. Cela n'a rien d'une galéjade : seule la libération de toutes les concupiscences et de toutes les libidos servira le progrès des sciences et des arts, et d'abord de l'économie : « *Soyez aussi avide, égoïste, dépensier pour votre propre plaisir que vous pourrez l'être, car ainsi vous ferez le mieux que vous puissiez faire pour la prospérité de la nation et le bonheur de vos concitoyens*. » C'est dans ces propres termes que l'anthropologie libérale est née. Son mot d'ordre : **Il faut laisser faire les égoïsmes**. Adam Smith l'adoptera et lui donnera tous les prolongements nécessaires. Il lui suffira de remplacer le mot *vice* péjoratif par *self-love* positivement correct. Mais il ne fait pas que cela : « *Adam Smith postule qu'à l'instar de l'univers cosmique structuré par un jeu de forces reposant sur le principe de l'attraction, l'univers humain est organisé, sans que les individus le sachent, par un jeu de forces reposant sur le principe de l'intérêt personnel. L'intérêt joue en somme dans la théologie naturelle le rôle de l'attraction dans la théologie scientifique de Newton*. » Il y a, en effet, un aspect théologique en tout cela, qui peut distraire de l'hédonisme trop direct de Mandeville, car dans l'éclipse généralisée du religieux s'affirme un absolu qui prend toute la place, celui du *divin marché*.

par Gérard Leclerc



Dany-Robert Dufour va encore plus loin en révélant le nom de celui qui a été le plus en-avant dans cette logique du renversement métaphysique de l'Occident : « *Il assumera entièrement les prophéties imprécatoires formulées quatorze siècles plus tôt à l'encontre de l'amor sui : l'amor sui subordonnera le bien commun à son propre pouvoir en vue d'une domination arrogante, l'amor sui sera rival de Dieu ; l'amor sui exigera tout pour lui ; l'amor sui voudra soumettre autrui pour son propre intérêt*. » Cela ira jusqu'à l'éloge extrême de la jouissance sans frein, celle qui n'hésite pas sur l'assujettissement de l'autre... N'est-ce pas pousser un peu loin le

bouchon que de solidariser le grave Adam Smith avec cet amoralisme débridé ? Eh bien non ! Sade a lu Smith et a retenu de son exposé qu'il fallait en finir avec tout ce qui s'opposait à la satisfaction pulsionnelle. Il n'y a pas à faiblir sur l'enchaînement des conséquences. Nous ne nous adressons pas à l'humanité des producteurs mais à leur égoïsme affirme l'économiste. « *Je me sers d'une femme par nécessité, comme on se sert d'un vase dans un besoin différent* » poursuit le marquis. Et dorénavant, l'avenir est ouvert pour la pulsion généralisée et ce que Dany-Robert Dufour appelle la  *cité perverse*. L'affaire rebondira au XX<sup>e</sup> siècle, avec la grande crise de 1929, dans le pays le plus puritain du monde, les États-Unis d'Amérique, lorsque l'image omniprésente de la  *pin-up* relancera le cycle de la consommation. Il s'agira alors de susciter toutes les addictions possibles et industriellement exploitables. La publicité contemporaine a trouvé là la source inépuisable de ses manipulations érotiques. Il est certes difficile de reconnaître le maître : « *Les économistes libéraux chantant la théodicée smithienne sont ingrats : ils ont beaucoup de mal à reconnaître que Sade a sauvé le capitalisme*. » Le sauvera-t-il encore ? Ce qui est sûr, c'est que toute une civilisation conspire désormais à subvertir en ce sens tous les facteurs humains en vue de la négation infernale de notre humanité.

■ (1) Ernest Renan - « *La réforme intellectuelle et morale* », Perrin, collection Les Mémoires, 2011, prix franco : 21 €.

■ (2) Dany-Robert Dufour - « *Le divin marché* », Folio essais, prix franco : 11 €.

« *La cité perverse* », Folio essais, prix franco : 11 €.

# Scènes iraniennes

Écrivain très prisé et primé en Iran, Hafez Khiyavi évoque la vie quotidienne du menu peuple en République islamique. Tendres ou cruels, ses récits <sup>(1)</sup> dérangent les pieuses représentations officielles.

Il y a ce jeune garçon qui décide en secret de jeûner avant l'âge mais qui se confie à Somane, la belle enfant perchée sur un cerisier qui refuse de voiler son visage malgré les criaileries familiales et les menaces : une femme sans voile va en enfer et elle est pendue par les cheveux... Pour l'heure, la fillette montre au jeûneur novice deux belles cerises qui lui font moins envie que ses lèvres. Ce n'est pas un péché car Mollah Hassan, qui est gentil, donnerait la permission de l'embrasser. Mais tout de même, en période de Ramadan...

Il y a cet autre enfant, qui joue l'un des personnages du mystère de Kerbelâ célébrant le martyre de l'imam Hossein, petit-fils du Prophète. Lorsque la caravane de la famille de Mahomet arrive devant les méchants - l'Armée de Shemr - la foule prie et pleure à chaudes larmes, même le policier qui fumait tout à l'heure une cigarette. Heureusement, « *des yeux qui pleurent pour Hossein, le jour du Jugement ils riront* »...

On aimerait continuer à partager le regard de l'enfance sur le monde mais Hafez Khiyavi nous donne à sentir les cruautés de la vie. Voici un tireur d'élite, qui fait sa besogne sur le front irakien. Avec ses copains, il aimait plonger les chats dans l'eau bouillante. Et puis, il s'est fait jeter par la fille qui lui plaisait alors il s'est engagé, on lui a mis un bandeau sur le front et il est

parti au combat en se frappant la poitrine et en criant des trucs. Pas vraiment une haute conscience de la lutte religieuse, le gars, mais l'important, c'est que des sales types comme lui soient capables de tuer.

Ce qu'il fait : le jeune et beau mec d'en face reçoit une balle au milieu du front. C'est comme ça qu'il aimerait mourir, le soldat de Khomeyni, avant d'être dévoré par les fourmis. Sous le fanatisme religieux, le désespoir absolu... On peut mourir autrement : voici un homme arrêté, sans qu'on sache pourquoi, transporté en camionnette dans un lointain désert, attaché à un arbre, criblé de balles et si prestement enterré que le malheureux se plaint que personne n'ira pleurer sur sa dépouille. Du moins, le cadavre ne sera pas volé comme dans une autre histoire...

Au fil des nouvelles, on rencontre des personnages qu'on voudrait suivre plus longtemps. Par exemple Nezakat, cette femme à la langue bien pendue qui gagne sa vie avec les hommes ou encore Nader, le serrurier poète qui n'a rien publié alors qu'on le compte parmi les plus grands.

Yves LANDEVENNEC

📖 (1) Hafez Khiyavi - « *Une cerise pour couper le jeûne* », Éd. Serge Safran, 2012. Traduit du persan (Iran) par Stéphane A. Dudoignon, prix franco : 19 €. [Achat immédiat](#)

# L'espace et le temps

Cartes, graphiques et statistiques permettent à deux géographes d'expliquer les complexités passées et présentes des Balkans, partie intégrante de l'Europe.

La géopolitique est toujours une géohistoire. Pour comprendre une collectivité ou un ensemble de collectivités il faut penser selon l'espace et le temps en oubliant la querelle des déterminismes. Amaël Cattaruzza et Pierre Sintès offrent aux familiers des Balkans et à ceux qui voudraient découvrir les beautés et les tragédies de cet ensemble plus que jamais fragmenté un survol méthodique de la péninsule.

Cela commence par une indispensable révision des données historiques : opposition entre l'empire ottoman, puissance européenne, et les Austro-hongrois ; constitutions des nations ; fédération yougoslave, guerres de la fin du siècle dernier. Aujourd'hui, nous assistons à d'importants bouleversements. Les campagnes se dépeuplent, les capitales s'étendent, l'émigration ajoutée au vieillissement provoque le déclin démographique. Ces mouvements s'accomplissent sans tentatives sérieuses de maîtrise politique car les nouvelles nations issues des conflits yougoslaves sont fragiles - surtout la Bosnie-Herzégovine et le Kosovo - et instables en raison des antagonismes persistants et des multiples faiblesses du personnel politique.

L'ultra-libéralisme qui ravage actuellement la Grèce a des conséquences sociales très négatives sur le cœur des Bal-

kans : le taux de chômage des jeunes se situe entre 50 et 70 % en République de Macédoine, au Kosovo et en Grèce ; entre 30 et 50 % en Albanie, au Monténégro et en Serbie. Dès lors, on peut s'interroger sur l'intégration européenne qui était regardée par les peuples comme une promesse de prospérité.

Les guerres, la corruption des milieux dirigeants et la pauvreté ont favorisé l'économie grise : en 2010, 37 % de l'héroïne afghane, soit 140 000 tonnes, sont passées par les Balkans en direction de l'ouest européen ; en 2005, on estimait que 120 000 femmes et enfants étaient chaque année victimes de la traite dans les pays balkaniques.

Tout n'est pas noir : la péninsule est mieux reliée au reste de l'Europe qu'il y a vingt ou trente ans, il y a des investissements étrangers et ceux-ci pourraient se développer, le tourisme offre à tous les pays de belles perspectives si les paysages ne sont pas massacrés. Il faut dès à présent envisager les nouvelles dynamiques économiques et politiques qui pourront être mises en œuvre lorsque la crise européenne sera surmontée.

Maria DA SILVA

📖 Amaël Cattaruzza & Pierre Sintès - « *Atlas géopolitique des Balkans* », Éd. Autrement, 2012, préface de Michel Foucher, prix franco : 21 €. [Achat immédiat](#)

## Souscription

# Petit espoir mais gros soucis...

C'est avec presque 17 000 euros que nous terminons cette souscription 2012. Je voudrais tout d'abord adresser un **grand MERCI** à tous ceux qui par leur contribution, qu'elle ait été modeste ou importante, ont permis d'atteindre ce résultat en augmentation de près de 20 % par rapport à la souscription de l'année dernière. Vous le savez, c'est seulement grâce à la souscription que notre budget atteint son équilibre. Cette année cela est non seulement réalisé mais le léger excédent constitue une petite réserve qui va nous être bien nécessaire pour affronter l'année 2013 qui, d'un point de vue financier, ne s'annonce pas pour nous sous des auspices favorables.

### « Et vos locaux ? »

C'est en effet la question que tous nos amis nous posent régulièrement. Vous savez qu'après un long silence... et une pétition rassemblant des signatures prestigieuses (on peut la consulter ici : <http://petitionpublique.fr/PeticaoVer.aspx?pi=NAR>) la Mairie de Paris, propriétaire de nos locaux actuels, a accepté le principe de nous reloger. Une proposition tout à fait acceptable nous a été faite sous la forme d'une ancienne boutique dans le quartier de la Nation d'une surface équivalente à celle de nos locaux actuels. Mais depuis la Mairie traîne des pieds, rechignant à prendre en charge les travaux d'aménagement absolument indispensables pour rendre utilisables ces nouveaux bureaux. Nous en sommes là et rien pour l'instant n'a été signé.

Nous vous tiendrons bien sûr au courant de l'évolution de la situation, mais aujourd'hui notre inquiétude demeure...

**Yvan AUMONT**

## MERCREDIS DE LA NAR

◆ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1<sup>er</sup>, 4<sup>e</sup> étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

◆ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 2 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (10 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

◆ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 6 €).

● Mercredi 3 octobre – Pas de réunion.

● Mercredi 10 octobre – Réunion de rentrée - Ancien chef du service économique de *Libération* puis directeur adjoint de la rédaction du *Monde*, Laurent MAUDUIT est cofondateur de *Mediapart*. L'enquête qu'il a menée porte sur les prétendus experts médiatiques qui diffusent l'idéologie dominante sans jamais tenir compte des démen-

tis qui résultent du déroulement de la crise. Si leurs commentaires exprimaient une conviction, il n'y aurait pas matière à scandale. Mais leurs expertises confortent les intérêts des banques qui leur versent de très confortables rémunérations et il y a lieu de mettre en garde contre « *Les imposteurs de l'économie* ».

Plus grave encore : les milieux d'affaires exercent la réalité du pouvoir dans plusieurs établissements de l'enseignement public qui forment les nouvelles générations d'économistes. Laurent Mauduit nous exposera les mesures qui sont à prendre pour mettre fin aux relations coupables entre les universitaires, les universités et les intérêts privés.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (10 € pour l'année)



## VIREMENTS AUTOMATIQUES

En prévision de l'augmentation sensible de notre loyer dans nos futurs locaux, nous avons sollicité tous les adhérents qui règlent leur cotisation par virement automatique, et qui ne l'ont pas revalorisée depuis longtemps, de le faire, ne serait-ce que de quelques euros.

Également les abonnés qui sont dans ce cas pourraient nous aider en faisant de même.

Merci de répondre à cet appel.

### 7<sup>e</sup> et dernière liste de la souscription 2012

Frédéric Aimard 300 € - Jean-Philippe Amboise 30 € - Jean-François Asselin 100 € - Maurice Asta-Richard 20 € - Monique Baly-Petit 10 € - Nicolas Bertrand 10 € - Olivier Bianchi 20 € - Jean-Jacques Boisserolle 50 € - Djamel

Boudjelal 21,72 € - Amadeu Ciscar Penella 188 € - Guy Delranc 20 € - Michèle Dutac 7,20 € - L.F.-B. (Charente) 150 € - Claude Ferrand-Blazer 100 € - Hugues Froberville 50 € - Jean-Louis Legoux 50 € - Alain Lemoine 50 € -

Pierre Maillard 50 € - Jean-François Maurel 150 € - Carlos Morgado Pereira 20 € - Olivier Moulin 50 € - Alain-Paul Nicolas 0 € - Hugues Noël 5 € - Etienne Parize 12 € - Yolande de Prunelé 0 € - Stéphane Retzmanick

200 € - Michel Roth 5 € - Alain Saint Paul 50 € - J.-P.S. (Charente maritime) 50 € - Bernard Sonck 80 € - Christian Teyssandier 30 €.  
**Total de cette liste : 1 958,96**  
**Total précédent : 14 901,28 €**  
**Total général : 16 860,24 €**

### Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : [NouAcRoyal@gmail.com](mailto:NouAcRoyal@gmail.com)
- ✓ Sites internet : <http://www.narinfo.fr> (Informations et actualités) et <http://archivesroyalistes.org/>
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

### Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2) ou faites-nous un don :

**Faire un don en ligne**

ou par courrier : « Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

# Nous voulons un référendum

Par sa décision du 9 août, le Conseil constitutionnel affirme que la révision de la Constitution n'est pas nécessaire. Le gouvernement peut donc faire ratifier le *Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance* (TSCG) par l'Assemblée nationale et le Sénat sans qu'il soit besoin d'organiser un référendum ou de réunir le Congrès et d'y obtenir une majorité des trois cinquièmes.

L'argumentation du Conseil constitutionnel a été sévèrement critiquée par plusieurs juristes en raison de son obscurité. Au motif que le TSCG laisse aux États le choix de la procédure d'adoption de la « règle d'or », au motif que le principe du respect de l'équilibre budgétaire est déjà acquis par l'adoption de traités et de directives antérieurs, le gouvernement peut se contenter de faire voter une loi organique. Il est cependant permis d'estimer qu'il y a un amalgame abusif entre la **procédure** permettant d'organiser la contrainte de l'équilibre et le **système de contraintes** qui est inscrit dans le traité. Nous n'acceptons pas cette ambiguïté, aux conséquences redoutables.

Les explications présentées par le président de la République et par le Premier ministre sont d'autant moins convaincantes que François Hollande avait annoncé pendant sa campagne la renégociation du TSCG tandis que Jean-Marc Ayrault préconisait l'abstention le 21 février 2012 à l'Assemblée nationale : « nous n'acceptons pas d'enfermer les peuples dans une camisole, fût-elle cousue de fil d'or. Nous n'acceptons pas que la pensée unique soit institution-

*nalisée et que les peuples n'aient d'autre choix que l'austérité, quel que soit leur vote. Nous ne voulons pas d'une démocratie sous conditions ». Contrairement à ce qu'affirment les dirigeants socialistes, le pacte budgétaire non-renégocié n'est pas équilibré par le « pacte de croissance » adopté en juin : des mesures conjoncturelles faiblement financées ne peuvent compenser les effets désastreux d'un traité qui fait de la prétendue « règle d'or » une norme*



juridique. Nous n'acceptons pas cette tromperie manifeste, qui conduit à soumettre la France aux exigences allemandes.

Dicté par Berlin, entériné par Nicolas Sarkozy, le TSCG impose « au moyen de dispositions contraignantes et permanentes » l'équilibre budgétaire sous le contrôle de la Commission européenne qui a depuis l'année dernière le pouvoir d'intervenir pendant la préparation des budgets nationaux selon les modalités prévues par le *Semestre européen*. L'article 3 du traité stipule que si la « trajectoire d'ajustement » du budget n'est pas satisfaisante, « un mécanisme de correction est déclenché automatiquement ».

L'article 5 déclare que les États signataires s'engagent à mettre en œuvre les désastreuses « réformes structurelles ». L'article 8 prévoit que l'indiscipline d'un État peut entraîner la saisine de la Cour de justice européenne qui rend un arrêt « contraignant ». Nous n'acceptons pas cette discipline qui prive le Gouvernement et le Parlement de la liberté que la Constitution leur reconnaît dans l'accomplissement de leurs fonctions respectives.

Ces contraintes doivent être d'autant plus fermement rejetées qu'elles ont déjà fait la preuve de leur absurdité et de leur malfaisance. Il est absurde d'ériger en principe l'équilibre du budget car il interdit les politiques actives de financement du développement ou de relance de l'activité en période de crise. Maintes expériences historiques et les exemples que nous avons sous les yeux – en Grèce, au Portugal, en Espagne... - prouvent que les mesures d'austérité réduisent ou détruisent l'activité économique et aggravent le déficit budgétaire en raison de la baisse des rentrées fiscales. Nous n'acceptons pas ce traité qui sera, pour tous les pays signataires, un pacte d'appauvrissement, de chômage, de violences sociales et de désordres politiques graves.

Pour que les députés et les sénateurs de gauche acceptent ce pacte de misère, le Premier ministre utilise l'argument d'autorité. Nous demandons aux parlementaires de voter librement. Et nous allons continuer à faire campagne pour l'organisation du référendum que le président de la République et le Premier ministre refusent en leur rappelant obstinément que les questions qui ne sont pas tranchées par les urnes le sont dans la rue.

**Bertrand RENOUVIN**